

Pour une autre mondialisation

Une refonte démocratique du FMI et de la création monétaire mondiale, de l'ONU et des agences internationales

Paul Boccara

La crise de la mondialisation capitaliste s'exprime par l'exacerbation des antagonismes capitalistes à l'échelle mondiale, des contradictions de la croissance et aussi par le refoulement des besoins nouveaux qui montent. Cela exige une autre mondialisation.



I. Défis d'une autre mondialisation, face à sa crise, à l'hégémonie de la rentabilité financière et des États-Unis

1. Crise mondialisée en cours et perspectives d'aggravations futures

Après la crise financière mondiale de 2008 puis la récession planétaire de 2009, sont intervenus, outre le soutien massif des Banques centrales, de nouveaux financements publics très importants. Et cela, pour soutenir les banques et pour la relance de la croissance, en utilisant les facilités nouvelles des marchés financiers et des conditions monétaires du dollar et de l'euro. Cela a entraîné la reprise mondiale de 2010-2011. Mais aussi cela a provoqué la crise des dettes publiques européennes et de la spéculation contre elles, entraînant les difficultés du crédit bancaire et les politiques d'austérité, contre la croissance européenne. Il faut ajouter l'énormité des dettes publiques des États-Unis, continuant à grandir, même si la menace des difficul-

tés qu'elles peuvent entraîner est pour le futur. Dans l'immédiat, il y a surtout la faiblesse de la croissance en 2011 et 2012 pour l'Union européenne, et à un moindre degré pour les États-Unis. Cela s'oppose à la croissance forte des pays émergents comme la Chine, même si commencent à surgir les menaces contre eux de la faiblesse de la croissance des pays développés, tout particulièrement de l'Union européenne, qui sont leur clients.

Déjà les *Perspectives de l'économie mondiale du FMI*, du 24 janvier 2012, mettent en avant des prévisions de croissance révisées à la baisse et la montée des risques en raison notamment d'une récession, même modérée, dans la zone euro. Le FMI prévoit pour 2012 et 2013 une croissance de la production mondiale de 3,3 %, puis 3,9 %, contre 5,2 % en 2010, dans la zone euro de -0,5 % puis de 0,8 % ; aux États-Unis de 1,8 % puis 2,2 % ; dans les pays émergents et en développement de 5 % puis 5,9 %, dont 8,2 % puis 8,8 % pour la Chine. Cela s'accompagne d'une remontée du chômage, dans l'Union européenne, de la France avec 9,5 % de la population active au chômage et 4,5 millions de chômeurs de toutes catégories, à l'Espagne avec 22,8 % de chômage, fin 2011. Et, malgré la reprise mondiale, le chômage est resté important, même si sa croissance plafonne provisoirement à l'échelle planétaire : de 195 millions de chômeurs en 2006 tandis qu'un milliard sur trois milliards d'actifs souffrent de sous-emploi, on passe à 205 millions en 2010 et on demeure à 203 millions en 2011. Cependant, il faut insister sur la perspective de difficultés futures, avec une nouvelle montée de la suraccumulation à l'échelle mondiale, de la suraccumulation financière, et surtout des surendettements publics notamment aux États-Unis, à la suraccumulation réelle, et le surinvestissement notamment dans les pays émergents face au risque montant de l'insuffisance de la demande sociale. Tout cela exprime les antagonismes de la croissance résultant de la maturation des révolutions informationnelles, monétaires et écologiques. Mais au-delà des risques sur la croissance et l'emploi, il faut

insister sur le refoulement des besoins nouveaux qui montent, depuis les services publics dans tous les pays jusqu'à leur coopération internationale et la constitution de biens communs de l'humanité.

2. Montée des défis des dominations de la rentabilité financière et aussi des États-Unis à l'échelle mondiale

Les défis de la domination des accumulations et de la rentabilité financières s'articulent à la montée de la domination des États-Unis et des collaborations rivales avec eux, de l'Union européenne aux pays émergents. Malgré la croissance formidable des pays émergents contre sa prééminence, la domination mondiale des États-Unis demeure extrêmement forte : culturelle, militaire et économique avec au centre la domination du dollar.

Déjà en 2007, sur les cent premières entreprises multinationales du monde, 48 étaient basées aux États-Unis. Et elles concernaient tous les secteurs clés de l'économie, de la banque à l'informatique, des médias à la pharmacie, etc. Même si outre les collaborations, les affrontements montent notamment avec les pays émergents, ceux-ci sont aussi caractérisés par les implantations des multinationales, tout particulièrement des États-Unis et de leurs sous-traitants. On peut donner comme exemple, dans l'électronique grand public, l'entreprise Apple et sa rivalité avec le coréen Samsung auquel Apple est également lié en étant notamment son client. Apple a comme sous-traitant très important le Taïwanais Foxconn, dominant en Chine et également sous-traitant de Nokia ou de Dell. Ces deux grands ensembles auraient dépassé Sony ou Hewlett Packard, tandis que progressent vite, mais encore loin derrière pour le moment, les Chinois Haier et Huawei.

Dans le secteur bancaire, il faut souligner la montée qui se poursuit des groupes bancaires américains, encore reconcentrés après la crise de 2008, avec notamment les 4 grands : Bank of America, J.-P. Morgan Chase, Citigroup et Wells Fargo. Ces groupes bancaires contrôlent, outre d'autres groupes financiers dans le monde, de grandes multinationales industrielles, et sont parmi les dix actionnaires majeurs de la plupart des grandes multinationales. Ces banques sont appuyées fondamentalement sur la création monétaire du dollar, devenu monnaie mondiale de fait, par la Federal Reserve des États-Unis qui les refinance. Elles ont été soutenues par l'État, avec environ 700 milliards de dollars en 2008, mais aussi directement par la Federal Reserve dont elles auraient reçu 1 200 milliards de dollars au taux de 0,01 %. La Federal Reserve les refinance actuellement à un taux à peine au-dessus de 0 %. La Federal Reserve, par sa création monétaire, prend des masses de bons du trésor de la dette publique des États-Unis, plus encore que la Chine. Cette dernière, avec des réserves de change de plus de 3 milliards de dollars, en place plus de 1 200 dans

la dette des États-Unis, mais elle achète aussi des titres de dette japonais ou européens. La part de l'euro a augmenté dans les réserves mondiales de devises, dont encore de 0,3 % en 2010, mais elle ne constitue que 26,3 % des réserves mondiales en 2010, contre 61,4 % pour le dollar.

Il convient de souligner cependant l'importance de la progression des pays émergents. Ainsi, s'il y a eu chute des Investissements directs étrangers (IDE), surtout des pays développés vers les pays émergents en 2008-2009, il y a une remontée dès 2010, de 5 % avec 1 244 milliards de dollars, et cette remontée se poursuit en 2011 et 2012. Depuis 2010, les pays émergents (Chine, Inde, Amérique latine, Afrique du Sud, etc.) produisent plus de 52 % de la production industrielle mondiale. Cela va de pair avec le recul de l'industrie dans les pays développés, où néanmoins montent les services de domination, de la recherche-développement à la finance. Les pays émergents absorbent plus de la moitié des IDE, alors qu'ils sont à l'origine de 29 %. Les États-Unis sont le premier investisseur à l'étranger, mais aussi le premier bénéficiaire des IDE. La Chine arrive désormais en deuxième position comme pays d'accueil, avec l'importance des accords de sous-traitance, de franchise, de cession de licence, etc. La montée des défis concerne non seulement l'importance de l'accumulation financière, mais aussi les risques d'insuffisance de la demande réelle, et notamment de la demande extérieure et interne pour les pays émergents. Il y a, certes, une montée des salaires en liaison avec les luttes revendicatives en Chine, en 2011. Mais s'y développe une ambivalence des prédominances futures :

- ou bien les délocalisations vers de plus bas salaires encore, non seulement vers l'intérieur de la Chine, mais dans l'Asie pacifique comme au Vietnam, les Philippines, le Bangladesh ;

- ou bien une remontée importante, non seulement des salaires, mais aussi de la protection sociale et des services publics pour la demande intérieure.

Au plan mondial, cela se relie aux ambivalences concernant les exigences des pays en développement,



notamment en Afrique avec la montée considérable de la population, ainsi qu'au besoin de biens communs de l'humanité. Cela renvoie aux enjeux ambivalents entre la poursuite de la domination de la rentabilité financière et des États-Unis, ou éventuellement, en réponse aux difficultés de la crise future de suraccumulation, un rapprochement de l'Union européenne avec les pays émergents et en développement, pour une autre mondialisation et des avancées éventuelles de progrès social.

C'est dans ces conditions qu'on peut comprendre un thème devenu à la mode dans une partie des courants de critiques de la mondialisation néolibérale, celui de la « démondialisation ». Ce thème correspond à une radicalisation illusoire. La vraie radicalité serait de construire un autre monde de partage. Ce thème résulte d'une confusion entre la mondialisation actuelle et toute forme de mondialisation éventuelle, comme si on acceptait l'idée que la mondialisation actuelle est la seule possible. Certes, cette expression peut, en fait, correspondre à une exigence de mesures radicales contre la mondialisation en cours, mais ces mesures devraient concerner un autre monde d'émancipation des dominations sociales, économiques et politiques exacerbées. Cette émancipation doit concerner, bien entendu, les souverainetés nationales, mais profondément démocratisées, et pour des coopérations internationalistes entre toutes les nations.

II. Avancées de constructions d'une nouvelle mondialisation : véritable monnaie commune mondiale, services et biens publics communs de l'humanité, démocratisation des pouvoirs et institutions internationaux

Des avancées vers une autre mondialisation concernent les financements, les objectifs sociaux et les pouvoirs au plan économique, en liaison avec la progression vers une nouvelle civilisation et une autre culture.

1. Refonte démocratique du FMI, monnaie commune mondiale et objectifs d'une création monétaire mondiale

Le FMI a été institué après la Deuxième Guerre mondiale et les accords de Bretton Woods de 1944. Il a visé à faciliter la croissance mondiale dans les nouvelles conditions du système capitaliste marquées par l'importance des interventions publiques. C'est une sorte de fonds commun des banques centrales des différents États-nations, devenues elles-mêmes publiques. Il est constitué à partir des apports, ou quotes-parts, en or et en monnaie symbolique nationale des différents pays. Ces quotes-parts donnent, outre des droits de vote, des droits de tirer des devises des autres pays du Fonds, en cas de difficultés des balances commerciales et de la croissance, de façon inconditionnelle, à proportion de la tranche or déposée. Tout le système monétaire international était désormais fondé sur l'or et les devises, avec l'importance du rôle du dollar. Au début de la crise systémique actuelle du capitalisme, dans les années 1970, ont été créés les Droits de tirage spéciaux (DTS) : droits de tirer des devises accordés par le FMI, sans correspondance avec l'or versé, et sans obligation

de remboursement pour 70 %. Il s'agissait donc d'une véritable création monétaire mondiale. Cependant, au même moment, le dollar a été graduellement détaché de l'or de 1971 à 1980 et s'est développée sa domination comme monnaie mondiale de fait, tandis que, sauf exceptions, les États-Unis se sont opposés à la croissance rivale des DTS. Ensuite, le FMI a modifié sa mission en passant du rôle de soutien de la croissance internationale à celui de gendarme des créanciers internationaux. Cela se conjugue avec ses pressions sur les « ajustements structurels » dans les pays en développement, en s'opposant à l'expansion des dépenses sociales et en exigeant des privatisations.

Tout cela a conduit à la crise du FMI dès 1997-1998 et encore plus en 2007-2008. Cette crise concerne l'exigence du retour et du développement nouveau du soutien de la croissance mondiale, exigences refoulées par la domination de la rentabilité financière et des États-Unis. Sont montées également les exigences d'une démocratisation de la gestion du FMI. Cela concerne notamment la montée des droits de vote des pays émergents, tandis que la Belgique avait 2,02 % de droit de vote contre 3,66 % à la Chine. Le nouveau rôle réformiste de Dominique Strauss-Kahn a permis de petits relèvements des droits de vote des pays émergents, mais la question principale de la minorité de blocage des droits de vote des États-Unis n'est toujours par mise en cause. Alors que les décisions importantes réclament 75 % des voix, les États-Unis en ont plus de 26 %. Cependant, derrière cette remise en cause des pouvoirs et aussi des quotes-parts, la principale question est celle d'un autre financement, favorisé par le FMI, pour une autre croissance économique et sociale à l'échelle planétaire.

La question cruciale est celle d'une nouvelle création monétaire mondiale, au lieu de la domination du dollar, avec d'autres objectifs sociaux, à partir des DTS qui constituent l'embryon d'une véritable monnaie commune mondiale. J'ai fait cette proposition d'une nouvelle monnaie commune mondiale, à partir des DTS, depuis 1983. Et à la veille du G20 de Londres d'avril 2009, le gouverneur de la Banque centrale de Chine a proposé, dans le même sens, de créer une « monnaie de réserve internationale », déconnectée des intérêts souverains d'un seul pays, c'est-à-dire en termes diplomatiques autre que le dollar, et à partir des DTS. Le président Obama et le Secrétaire au Trésor des États-Unis Timothy Geithner ont protesté et refusé, mais la proposition a été soutenue par le Brésil et la Russie. Et déjà, au G20 de 2009, a été décidé de créer 250 milliards de dollars en DTS, contre l'opposition antérieure des États-Unis de développer les DTS. Cependant, ces DTS ont été alloués aux 186 États membres du FMI en fonction de leur quotes-parts : 44 % aux grandes puissances du G7, moins du tiers aux pays en voie de développement, et 7,6 % (19 milliards) pour les 50 pays les plus pauvres.

Pourtant, au même moment, une commission d'experts de l'ONU sur la réforme du système monétaire international, s'est prononcée pour un nouveau système de réserve international, avec l'expansion des DTS.

Notre proposition concernant les DTS, qui sont définis à partir d'un panier de monnaies nationales, consiste à élargir ce panier en réduisant le poids du Dollar, et

à articuler sa définition à un panier de produits réels. Mais elle concerne d'autres objectifs sociaux. Cela viserait d'abord une expansion des DTS, puis une véritable monnaie commune nouvelle. Cette dernière pourrait être utilisée avec une nouvelle création monétaire, pour refinancer les banques centrales (elles-mêmes refinançant les banques ordinaires) pour un nouveau type de crédit. Il s'agirait d'un crédit avec des taux d'intérêts très abaissés, jusqu'à zéro, pour les investissements réels (matériels et de recherche), des taux d'autant plus abaissés que les investissements sont accompagnés d'emplois et de formations rémunérées efficaces.

Cette création monétaire mondiale pourrait être aussi utilisée pour la prise de titres de dettes publiques nationales, afin de développer les services publics en coopération. Les attributions de fonds seraient concertées de façon démocratique, en tenant compte de l'importance des populations des différents États, et de l'importance des différents besoins de développement économique et social.

Ces transformations s'articuleraient aux exigences d'un soutien de la demande mondiale pour la croissance et pour l'emploi. Elles se relieraient aux propositions concernant la crise de l'Union européenne: depuis un autre refinancement des banques par la BCE pour un nouveau crédit, favorisant la croissance et l'emploi; jusqu'à une prise de dettes publiques européennes par la création monétaire de la BCE, pour un Fonds de développement social et écologique européen et la promotion des services publics. Cela s'opposerait à la domination de l'Allemagne soutenue par la France et des marchés financiers, contre les besoins nouveaux de progrès social.

2. Marché mondial, services et biens communs de l'humanité, démocratisation participative de l'Onu et des agences internationales connexes

Il y a besoin de nouvelles coopérations internationales pour maîtriser le marché mondial. Outre la refonte du FMI ainsi qu'une réforme profonde de démocratisation de la Banque mondiale et de ses critères de financement, ces nouvelles coopérations internationales exigent des accords de co-développement et de réciprocités, à l'opposé des concurrences destructrices dites «libres et non faussées». On pourrait avancer vers un remplacement de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) par une Organisation de coopération et de maîtrise du commerce mondial pour le co-développement des peuples. Se pose notamment la question d'accords internationaux de compensation face aux délocalisations sauvages. Ou encore la question de normes sociales et écologiques négociées, avec notamment des taxations contre les *dumpings* de diminution de ces normes, comme cela est déjà posé pour l'Union européenne. Monte tout particulièrement le besoin de développement des PED, notamment en Afrique face à la croissance persistante de sa population. Il s'agit aussi de besoins d'une nouvelle coopération possible entre les pays de l'Union européenne et les pays émergents pour avancer vers l'émancipation mondiale de la domination des États-Unis et de l'accumulation financière contre le progrès social.

Au-delà du développement des services publics dans chaque pays, coopérant entre eux au plan internatio-

nal, se pose la question cruciale du développement de Services et Biens communs publics de l'humanité.

Des biens publics mondiaux ont déjà été proposés par le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) et ses travaux publiés en 1999 et 2003. Cependant, ces travaux sont caractérisés par une contradiction fondamentale. D'une part, on admet que cela peut concerner des biens que le marché ne peut produire, ou du moins sans modification de ses règles. Ce qui renvoie en fait aux besoins de partages et de coopérations radicalement nouvelles. Mais, d'autre part, les listes du PNUD comprennent, outre des biens comme l'alimentation ou l'eau, l'efficacité des marchés. Alors que c'est au contraire la maîtrise et même le début de dépassement des marchés par des partages qui permettrait le développement de ces biens publics. Leur liste comprendrait donc, non seulement l'environnement, l'alimentation, l'eau, l'énergie ou les transports, la santé ou l'éducation, etc., mais aussi la monnaie et la finance partagée pour le co-développement des services publics et des populations ainsi que la maîtrise du commerce international. Cela suppose aussi des mesures progressives pour faire reculer graduellement les dominations des entreprises multinationales dans ces domaines. Cela concerne, à la fois, l'avancée de normes contraignantes pour ces entreprises, et aussi leur encadrement et des relations avec des services publics nouveaux, coopérant au plan international.

Il faut enfin insister sur des objectifs de démocratisation participative des pouvoirs et des institutions de l'ONU et des agences internationales connexes. Cela s'appuierait sur de nouveaux accords internationaux, avec la participation des syndicats et des ONG concernées.

Au niveau de l'ONU, il s'agit notamment:

- d'un rôle accru et nouveau de l'assemblée générale, avec des consultations obligatoires, sur les diverses questions, des populations représentées par les délégations nationales;

- au-delà du Conseil économique et social de l'ONU, du développement d'un Conseil de sécurité et de promotion économique, social et écologique, ramifié dans tous les pays, avec des consultations périodiques des populations.

Enfin, sont nécessaires une expansion, avec de nouveaux critères et une démocratisation participative, des programmes des agences de l'ONU et de leur relation entre elles, comme l'UNICEF, l'UNESCO, la FAO, l'OMS, l'OIT, l'ONU-sida, la récente agence ONU-Femmes, etc., les opérations de maintien de la paix, les négociations de désarmement, et encore la création de nouvelles agences dans d'autres domaines comme l'écologie ou l'internet. Tout cela renvoie, au-delà de l'économie, et de la politique, à l'avancée d'une nouvelle culture de partages, des ressources, des informations, des pouvoirs et des rôles de créativité, pour un autre humanisme et une autre civilisation de toute l'humanité. ■

